

# L'épargne au secours des PME



« Entre 2002 et 2010, les PME sont à l'origine de la création de 85 % des emplois nets [postes créés moins postes supprimés]

dans l'Union européenne », révèle une étude publiée le 16 janvier par la Commission européenne. A chaque rendez-vous électoral, les prétendants à l'investiture s'emparent du sujet et éludent le fond du problème : le soutien aux entreprises ne nécessite pas la création d'une énième structure bancaire consacrée. Il passe par une nouvelle orientation de notre épargne à grande échelle.

Les Français sont friands d'assurance-vie et d'immobilier. Le sont-ils autant de l'entreprise ? La réponse est non, car nos banques et compagnies d'assurances orientent l'épargne nationale vers des placements « plus sûrs ». Seuls les plus audacieux achètent des parts de FCPI (fonds commun de placement dans l'innovation) ou de FIP (fonds d'investissement de proximité), aux droits d'entrée et frais de gestion décourageants. Ceux qui n'investissent pas directement au capital d'une

---

## Investir utile

---

**Yannick Roudaut**

---

entreprise peuvent recourir à l'épargne salariale, mais là encore, on oriente vers des produits obligataires, mixtes, ou des actions internationales. Seuls les grands groupes proposent des actions « maison ».

Pourtant, si les ménages français acceptaient de prendre un risque sur 1 % de leur patrimoine, ce serait 100 milliards d'euros qui seraient réalloués vers les PME. Une prise de risque supportable pour un montant trois fois supérieur au grand emprunt et 25 fois supérieur au plan emploi annoncé récemment par le gouvernement. Et pour que cet argent crée des emplois durables, il suffirait que cette épargne soit orientée vers les PME régionales dites « vertueuses », qui respectent l'environnement, le social et les principes de bonne gouvernance. Nous inciterions ainsi toute une génération de jeunes entrepreneurs à prendre en compte les critères environnementaux et sociétaux dans leur politique de développement. Nous inviterions les PME à investir dans les technologies vertes. Nous réduirions le fossé croissant entre le salariat et l'entrepreneuriat. Nous redécouvririons la notion de temps long, inhérente à tout investissement créateur d'une plus-value économique, sociale et environnementale. Tout un programme. ■